

Pour un protectionnisme parisien intelligent et solidaire

L'ère du libre-échange débridé prend fin ! L'élection de Donald Trump signe cette constatation de l'autre côté de l'Atlantique. Et en France, de nombreux politiciens à gauche et à droite expriment leur volonté de s'aligner sur ce retour en force du protectionnisme.

Marine Le Pen fait valoir un protectionnisme « intelligent ». Voilà de quoi rassurer ceux qui craignaient le pléonasme et le protectionnisme idiot. Jean-Luc Mélenchon promeut quant à lui un protectionnisme « solidaire ». L'esprit internationaliste demeure donc intact.

Entre ces deux visions que rien ne sépare, si ce n'est quelques subtilités rhétoriques, s'expriment des positions similaires au sein des partis traditionnels. Ces derniers promettent eux aussi de combattre cet ignoble dumping social pratiqué par les pays du monde entier.

Aller plus loin dans l'intelligence

On peut tout de même regretter chez tous ces présidentiables un manque d'audace et de cohérence. Le protectionnisme est tellement révolutionnaire qu'il mériterait d'être promu dans toutes ses nuances. Voyez-vous, en tant que Parisien, je suis excédé par tous ces banlieusards qui migrent vers notre belle capitale. Un Seine-et-Marnais aura toujours moins d'exigences en matière de salaire que celui qui vit et qui paie son loyer dans le 16ème arrondissement.

En concurrençant directement le Parisien, le banlieusard crée donc les conditions d'un dumping social agressif qui nivèle les rémunérations parisiennes vers le bas. Alors je vous arrête tout de suite car je vous vois venir avec vos arguments naïfs : « Mais le banlieusard qui vend ses services moins chers permet aux habitants du 16ème arrondissement de gagner en pouvoir d'achat ! » Ce que vous ne comprenez pas, chers lecteurs, c'est que mon pouvoir d'achat d'habitant du 16ème n'est pas vraiment conforté quand je perds mon emploi au profit du banlieusard moins cher.

Vive la préférence locale !

Les habitants du 16ème tendent à se spécialiser sur des marchés à plus haute valeur ajoutée tout en permettant aux banlieusards qui vendent leurs services dans des départements plus riches d'accroître leur salaire ? Allons, allons. Ces concepts n'ont aucune valeur sur le plan international. Il n'y a donc aucune raison de les prendre au sérieux au niveau local. La solution est donc toute trouvée. Il faut imposer des quotas entre Paris et la banlieue en fonction des données propres à chaque secteur. C'est le sens du protectionnisme intelligent. La préférence nationale ne suffit pas. Il nous faut également de la préférence locale.

Solidarité avec le Breton

Il n'y a hélas pas que la banlieue qui s'adonne à du dumping social. Prenez l'exemple de la viande bretonne. Elle envahit littéralement le marché parisien, ce qui étouffe nos producteurs. Quoi ? Il n'y a pas beaucoup d'agriculteurs à Paris ? Bon, d'accord. Prenons donc la défense de la production agricole en Ile-de-France. Notre aspiration à la cohérence peut tout de même s'autoriser quelques écarts

Je disais donc qu'il fallait défendre le producteur francilien face à la concurrence bretonne. C'est d'ailleurs une question de souveraineté alimentaire locale. Considérez un instant l'hypothèse d'une guerre contre les bonnets rouges. Comprenez-vous maintenant l'intérêt de ne pas se montrer trop dépendants vis-à-vis de ces gens là ? Point d'égoïsme ici puisque je m'inscris, comme Mélenchon, dans du protectionnisme « solidaire ». En effet, en interdisant simplement le marché parisien aux producteurs bretons, je rétablis la coopération et la solidarité qui faisaient cruellement défaut dans ce milieu concurrentiel sauvage où chacun pouvait choisir avec qui il voulait échanger.

Non seulement cette mesure, vous le voyez, constitue l'expression d'une solidarité authentique, mais elle permet de créer des emplois d'éleveur de porcs en Île de France. Les Bretons devraient d'ailleurs faire de même. En toute logique, si les 36 000 communes qui composent notre belle France érigeaient leurs propres barrières douanières, nous retrouverions alors très rapidement le plein-emploi. Notre belle France retrouverait alors sans aucun doute le chemin de la prospérité.

Pour plus d'informations et de conseils de ce genre, c'est ici et c'est gratuit